

# PROJET MONDIAL DU PNUD

## Renforcement des capacités des décideurs : lutte contre les changements climatiques dans des secteurs clés

Le PNUD a lancé un projet de 7 millions de dollars visant à renforcer les capacités des pays en développement à élaborer des options stratégiques pour lutter contre les changements climatiques dans divers secteurs et activités économiques, lesquelles pourraient servir de positions de négociation dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Ce projet représente une initiative stratégique et ciblée en matière de renforcement des capacités qui ira de pair avec la « Feuille de route de Bali », les négociations de la CCNUCC pour une action concertée à long terme de lutte contre les changements climatiques dont le terme est prévu pour fin 2009 à Copenhague.

Jusqu'à 20 pays en développement bénéficieront d'un appui dans le cadre du projet, sous réserve de la disponibilité du financement. Actuellement, des projets pilotes sont en cours dans dix pays : Algérie, Gambie, Niger, Namibie, Turkménistan, Népal, Bangladesh, République dominicaine, Équateur et Paraguay. La participation au projet repose sur la présentation d'une demande par les pays intéressés et la volonté du PNUD de maintenir un équilibre régional.

### Les défis à relever

Il est de plus en plus reconnu que les actions visant à lutter contre les changements climatiques sont intimement liées aux objectifs de croissance économique et de développement durable. Lors de la dernière session de la Conférence des parties (CDP) à la CCNUCC tenue à Bali en décembre 2007, les gouvernements ont réaffirmé que le développement économique et social et l'élimination de la pauvreté constituent des priorités mondiales. Ils ont par ailleurs souligné la nécessité d'adopter des mesures positives d'incitation à l'action, de disposer de technologies renforcées, et d'accroître les moyens de financement et les options stratégiques visant à aider les pays en développement à atténuer les effets des changements climatiques et à s'y adapter dans le cadre d'un développement durable.

Les actions visant à atténuer les effets des changements climatiques et à promouvoir des économies à faible émission de carbone devront englober divers secteurs, y compris l'énergie, l'agriculture, la santé, les ressources hydriques et le transport. Il est par conséquent essentiel d'inviter diverses parties prenantes du secteur public, telles que les ministères des finances, de la planification, de l'énergie et de la santé, ainsi que d'autres parties prenantes pertinentes, notamment des représentants du secteur privé, des ONG et de la société civile,

à participer aux discussions. Par ailleurs, la Feuille de route de Bali a axé les négociations sur quatre principaux piliers – l'atténuation, l'adaptation, la technologie et le financement – et a défini des étapes détaillées afin de mener à bien ces négociations d'ici la quinzième session de la CDP à Copenhague en décembre 2009.

Pour prendre une part active à ce processus de négociations à la fois difficile et complexe et y prendre position, les pays en développement – notamment ceux dotés de petites et moyennes économies – devront compter sur la participation de divers décideurs publics dans des secteurs clés au plan national, ainsi que sur celle d'autres parties prenantes pertinentes, tout en assurant une coordination accrue de leurs actions. Il sera ainsi nécessaire de sensibiliser ces décideurs par rapport aux questions et éléments clés de la Feuille de route de Bali et de renforcer leur capacité à élaborer, à mettre en œuvre et à évaluer des options stratégiques dans le contexte des changements climatiques et des négociations internationales.

### STRATÉGIE DU PROJET

Le projet vise deux objectifs généraux :

1. Renforcer la capacité des pays à coordonner les points de vue de leurs ministères, à participer au processus de la CCNUCC et à négocier des positions en fonction de l'échéancier de la Feuille de route de Bali; et
2. Évaluer les flux financiers et les investissements nécessaires à la lutte contre les changements climatiques dans au plus trois secteurs et/ou activités économiques clés.


Le projet appuiera la réalisation de ces objectifs en approfondissant les connaissances sur les questions liées aux changements climatiques et en rendant ces connaissances davantage accessibles aux décideurs, aux parlementaires, aux experts techniques et autres parties prenantes clés afin de leur permettre de s'engager et de partager leurs expériences

aux plans national, sous-régional, régional et mondial.

Grâce à ce projet, tant la compréhension technique des questions majeures liées aux changements climatiques que leurs implications aux plans économique et politique dans le cadre de la Convention se trouveront renforcées.

Les quatre phases des activités qu'entreprendront les pays sont les suivantes :

1. Engagez les décideurs et identifiez les secteurs clés avant l'atelier national;
2. Organisation d'un atelier de sensibilisation national axé sur les documents élaborés dans le cadre du Résultat 1 (au verso);
3. Évaluation des flux financiers et des investissements en recourant à la méthodologie du PNUD (Résultat 2, au verso);
4. Organisation de l'atelier final visant à présenter les résultats de l'évaluation et à définir des options stratégiques.



**En appui au projet, le PNUD est en train d'élaborer de nombreux matériels didactiques de renforcement des capacités qui vont de documents sur le Feuille de route de Baliaux guides pratiques sur l'évaluation des flux financiers et des investissements.**

## RÉSULTATS DU PROJET

### *Résultat 1: Sensibilisation nationale dans le cadre d'un programme de renforcement des capacités*

On procède à l'élaboration de documents visant à renforcer les capacités sur les quatre piliers thématiques du Plan d'action de Bali, ainsi que sur l'utilisation des terres, l'évolution de l'utilisation des terres et la foresterie. Il s'agira notamment de résumés à l'intention des décideurs, de documents d'information et d'exposés destinés aux ateliers. Ils seront disponibles dans les six langues officielles des Nations Unies.

Ces documents de portée « mondiale » seront utilisés par les pays participants dans le cadre d'ateliers de sensibilisation interministériels nationaux. Ces ateliers comprendront également des discussions sur les secteurs clés qui seront identifiés et évalués par les pays dans le cadre du Résultat 2.

### *Résultat 2: Évaluation et présentation des flux financiers et des investissements requis pour faire face aux changements climatiques dans au plus trois secteurs clés*

Chaque pays aura à évaluer les possibilités d'accroître et de renforcer les flux financiers et les investissements requis pour faire face aux changements climatiques dans au plus trois secteurs/activités économiques clés. Le PNUD établira l'approche méthodologique devant servir à l'évaluation et assurera la formation des experts nationaux. Davantage d'appui technique sera fourni au cours du processus d'évaluation. Les évaluations seront présentées au cours d'une deuxième série d'ateliers nationaux à la fin 2009.

Parmi les secteurs clés identifiés par les pays pilotes à des fins de l'évaluation des flux financiers et des investissements, mentionnons : l'énergie (options en matière d'atténuation), la foresterie (atténuation), l'agriculture (adaptation), la santé (adaptation) et les ressources hydriques (adaptation).

### *Résultat 3: Lancement et actualisation d'une plate-forme de connaissances exploitable sur Internet*

Une plate-forme de connaissances exploitable sur Internet servira à la diffusion des documents, des pratiques optimales et des leçons apprises auprès des parties prenantes nationales. Ce site sera dynamique de manière à favoriser la plus grande participation possible. Il permettra aux utilisateurs de télécharger des informations et comprendra des forums thématiques où les parties prenantes pourront échanger leurs vues et expériences. La plate-forme de connaissances aura un gestionnaire permanent chargé d'en favoriser la mise à jour et l'exploitation.

**Pour en savoir davantage sur ce projet, veuillez contacter : Maria Netto, Conseiller en politiques du PNUD pour le changement climatique (Courriel : [maria.netto@undp.org](mailto:maria.netto@undp.org))**

## PARTENAIRES

Le projet a été lancé grâce un appui financier de la Norvège et de la Finlande, ainsi que de la Fondation des Nations Unies. Des partenariats non financiers ont été par ailleurs établis avec les organismes suivants :

**Le PNUE et le secrétariat de la CCNUCC :** Depuis la création du projet, le PNUD n'a cessé de collaborer étroitement avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le secrétariat de la CCNUCC, tous deux engagés dans la mise en œuvre d'un projet complémentaire, les « *Réunions préparatoires des négociateurs des pays en développement sur la Feuille de route de la CCNUCC adoptée à Bali* ». Dans le cadre de ce projet du PNUE et de la CCNUCC, les Parties ont accès à des forums régionaux et mondiaux en vue de présenter et/ou d'affiner leurs positions stratégiques nationales et, dans la mesure du possible, régionales, eu égard à des piliers spécifiques de la Feuille de route de Bali et à des points particuliers du programme de la CCNUCC. Les documents en cours d'élaboration destinés au renforcement des capacités ont été examinés aussi bien par le PNUE que la CCNUCC.

**Programme d'appui aux communications nationales du PNUD/PNUE :** Les deuxièmes communications nationales (DCN) contribueront largement à ce projet, tant sur le plan du processus (par exemple, les arrangements avec les parties prenantes et les institutions) que sur celui des intrants (par exemple, les résultats des études et les liens politiques). Le projet entretient une collaboration étroite avec le Programme d'appui aux communications nationales, financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), de manière à assurer l'harmonisation des principes directeurs régissant les projets et l'intégration de leurs résultats au processus national des DCN.

**Institut international du développement durable (IIDD) :** L'IIDD est largement reconnu comme une source d'informations sur les changements climatiques par le biais de son serveur de liste Climate-L, de son *Bulletin des négociations de la Terre* et de son nouveau portail d'informations Climate-L.org. En partenariat avec l'IIDD, le projet travaille à la mise en œuvre d'une plate-forme de connaissances exploitable sur l'Internet qui sera hébergée par l'IIDD et gérée par le PNUD.

Le Groupe Environnement et Énergie du PNUD, qui assure la gestion du projet, étudie les synergies possibles à l'interne avec le Groupe du renforcement des capacités, l'Équipe chargée de la promotion de la condition féminine, et les Bureaux régionaux du PNUD. Par ailleurs, selon les besoins, le PNUD collabore avec d'autres institutions, dont l'Institut d'environnement de Stockholm - Etats-Unis, la Division de la statistique des Nations Unies, l'Initiative des dialogues nationaux du FEM, l'Institut de l'énergie et de l'environnement des pays francophones et la Stratégie internationale pour la prévention des catastrophes.